A-251-75

A-251-75

## Dropatie Hylatchmie Ramjit (Applicant)

ν.

# Minister of Manpower and Immigration a (Respondent)

Court of Appeal, Thurlow and Urie JJ. and MacKay D.J.—Toronto, June 20, 1975.

Judicial review—Citizenship and immigration—Deportation—Document marked "Exhibit A" not direction pursuant to which inquiry held—Non-compliance with Immigration Inquiries Regulations, Rule 7(b)—No indication that direction issued by proper party—Immigration Inquiries Regulations, Rule 7(b)—Federal Court Act, s. 28.

JUDICIAL review.

### COUNSEL:

L. Kearley for applicant. E. A. Bowie for respondent.

#### SOLICITORS:

Laurence Kearley, Toronto, for applicant.

Deputy Attorney General of Canada for e respondent.

The following are the reasons for judgment delivered orally in English by

THURLOW J.: In our opinion the document marked "Exhibit A", which appears in the record before us, does not correspond to what is described in the transcript of proceedings as being the direction pursuant to which the inquiry was being held and which was then read. As the report of the inquiry contains no note of the filing as "Exhibit A" of the direction so read, it does not appear to us to be established either that the document marked "Exhibit A" was the direction pursuant to which the inquiry was held or that Rule 7(b) of the Immigration Inquiries Regulations was complied with.

Moreover, in our opinion, nothing in the record shows that the person who issued the direction that was read at the inquiry was the Director of Immigration or a person authorized by the Minister to act for the Director of Immigration.

The deportation order is therefore set aside.

Dropatie Hylatchmie Ramjit (Requérant)

С.

Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (Intimé)

Cour d'appel, les juges Thurlow et Urie et le juge suppléant MacKay—Toronto, le 20 juin 1975.

Examen judiciaire—Citoyenneté et immigration—Expulsion—Le document intitulé «Pièce A» ne constituait pas la directive ordonnant la tenue de l'enquête—L'article 7b) du Règlement sur les enquêtes de l'immigration n'avait pas été respecté—Rien n'indique que la personne autorisée a donné la directive—Règlement sur les enquêtes de l'immigration, art. 7b)—Loi sur la Cour fédérale, art. 28.

EXAMEN judiciaire.

### AVOCATS:

L. Kearley pour le requérant. E. A. Bowie pour l'intimée.

#### PROCUREURS:

Laurence Kearley, Toronto, pour le requérant. Le sous-procureur général du Canada pour l'intimé.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement prononcés oralement par

LE JUGE THURLOW: Selon nous, le document intitulé «pièce A», versé au dossier qui nous est soumis, ne correspond pas à ce que la transcription des procédures décrite comme étant la directive ordonnant la tenue de l'enquête, directive qui a alors été lue. Puisque le rapport de l'enquête ne mentionne pas le dépôt, en tant que «pièce A», de la directive alors lue, il ne nous semble aucunement démontré que le document intitulé «pièce A» constituait la directive ordonnant la tenue de l'enquête ou que l'article 7b) du Règlement sur les enquêtes de l'immigration avait été respecté.

De plus, selon nous, rien dans le dossier n'indique que le directeur de l'immigration ou une personne autorisée par le Ministre à agir au nom du directeur en question était la personne qui a donné la directive lue au cours de l'enquête.

J'annule donc l'ordonnance d'expulsion.